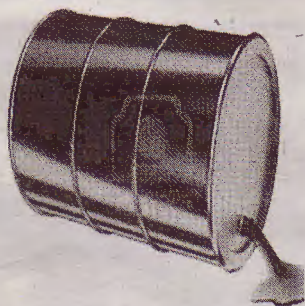


Le Gabon peut-il espérer un mieux avec la remontée actuelle des cours ?

Par Arthur Page

L'accord auquel sont parvenus, à Vienne en Autriche, les pays producteurs de pétrole membres de l'Opep a fait rebondir les prix du brut entre 10 et 14%. Le mois dernier, le prix du pétrole avoisinait les 40 dollars le baril. Aujourd'hui, après que les membres de l'Opep ont décidé de réduire de 1,4 million de barils la production journalière, le pétrole se vend actuellement entre 50 et 60 dollars. Il devient légitime, dans ce contexte, de croire que cette embellie relative sur le marché impacte positivement la situation économique du Gabon.

La réalité est très complexe et indique plutôt que le Gabon n'en tira pas de bénéfices dans l'immédiat. Le budget de 2016 et celui de 2017 ont été calculés sur une hypothèse de vente du brut gabonais à 40 dollars. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que le cours mondial du pétrole soit supérieur à 50 dollars. Puisqu'il y a une décote de près de 6 dollars et plus, par rapport au prix du brut de référence qui s'applique sur le brut gabonais réputé un peu plus lourd. Cela veut donc dire que la remontée des prix actuel ne permet pas encore au Gabon d'atteindre le niveau de recettes qu'il a lui-même prévu dans le



cadre de sa loi des finances.

La chose se complique lorsqu'on sait que le pétrole est échangé sur le marché à terme. Cela veut dire que l'augmentation des prix du pétrole constaté actuellement n'impacte pas le Gabon. Le brut que ces compagnies pétrolières livrent ces jours-ci et ce, pendant plusieurs mois encore, a été vendu plusieurs mois plus tôt. Au moment où les prix étaient bas. Rien n'indique que le nouvel accord de l'Opep tienne dans le temps. Notamment au moment où le Gabon et ses compagnies pétrolières vont à nouveau signer des contrats de vente à terme. Seule condition pour ce pays d'espérer engranger des revenus pétroliers plus importants.

L'Opep a malheureusement habitué le marché au non-respect de ses différents accords. Chacun de ses membres préférant voir d'autres supporter la totalité de l'effort. Il est clair que cette fois encore, cette réalité malheureusement aura

raison de cet accord. D'autant que les rivalités entre l'Arabie Saoudite et l'Iran qui sort à peine d'un embargo ne sont pas de nature à permettre à ces deux pays de s'entendre sur la stratégie pour que l'un et l'autre fournissent réellement l'effort de baisse de production, comme ils se sont engagés à le faire devant l'Opep. L'accord a aussi cette faiblesse qu'elle n'a pas intégré que le Nigeria et la Lybie augmentent leurs capacités de production. Les deux pays produisent encore 71 % et 26 % de leurs capacités. Il est clair qu'avec la remontée des cours, ils seront tentés d'aller au bout de leurs capacités. Dépassant ainsi leurs nouveaux quotas à l'Opep.

Enfin, la remontée des prix sera influencée par la décision que prendront les pays producteurs de pétrole non membres de l'Opep. Ils doivent se réunir le 10 décembre à Moscou. La Russie, qui est le fer de lance de ces pays, subit une grave crise économique. L'embargo décidé par l'Union européenne et les États-Unis à son encontre, après l'annexion par cet Etat de la région de Crimée, un territoire reconnu internationalement comme partie de l'Ukraine, fait des dégâts. La Russie a besoin de beaucoup d'argent pour se relever. D'autant qu'elle s'est engagée dans une ruineuse guerre en Syrie. La tentative

serait grande pour elle de recommander aux autres pays producteurs de pétrole non membres de l'Opep d'augmenter leurs productions pour bénéficier de cette « embellie ». Une telle décision ferait replonger les cours.

Une autre incertitude qui pèse sur la solidité de cette remontée des prix sur le long terme est l'évolution de la demande. L'Inde, à en croire plusieurs analystes du marché pétrolier, a été le principal consommateur de pétrole en 2016. Il est à craindre qu'il n'en soit pas ainsi pour 2017. Son économie montrant des signes d'essoufflement. Les États-Unis peuvent prendre cette place en 2017, Donald Trump, le nouveau président, ayant promis de lancer de grands travaux d'infrastructures. Cela serait-il suffisant pour booster la demande, une des conditions pour maintenir à un niveau élevé les prix ? De la réponse à cette question dépendra l'impact que l'augmentation des prix du pétrole pourrait avoir sur l'économie gabonaise.

On comprend dès lors le silence de la junte face à ce frémissement positif du marché pétrolier. Si cette donnée avait concerné le Gabon, l'escroc Bilié by Nzé serait déjà venu débiter des inepties à ce sujet. Sans doute pour mettre cette « prouesse » internationale à l'actif de BOA.